



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 340

### Texte de la question

#### LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

M. le président. La parole est à Mme Catherine Vautrin.

Mme Catherine Vautrin. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Les chiffres ont enfin été communiqués hier soir, plus de 45 000 nouveaux chômeurs pour le seul mois d'octobre. Le triste record de 1997 risque malheureusement d'être battu dès 2013.

Nous le savons tous dans cet hémicycle, le candidat François Hollande promettait le changement. Le Président François Hollande crée les emplois d'avenir mais, inexorablement, le mal progresse, et rien ne change. Nous sommes loin des propos du ministre de l'économie hier soir, les chiffres communiqués sont un démenti formel. La réalité, malheureusement, c'est que six mois de votre gouvernement sont six mois de promesses non tenues, d'annonces sans lendemain, six mois déjà perdus pour notre pays.

Pourtant, nous le savons tous, une solution existe. Vous la connaissez, elle vous a été recommandée par Louis Gallois, c'est la baisse des charges des entreprises.

Au-delà de tout clivage politique, les Français attendent de nous une mobilisation de tous les instants pour apporter des solutions.

Je note que vous venez de renouer avec la ligne du gouvernement précédent et de la réforme de février 2012 sur l'idée du crédit d'impôt pour l'emploi et la compétitivité. Pour être efficace, il doit être sans conditions et mobilisable dès 2013. Ce sera une première réponse partielle pour nos PME.

Pour autant, Louis Gallois l'a souligné, il faut aller plus loin. Le crédit d'impôt recherche a ses mérites, mais il faut l'orienter un peu plus vers l'industrie, exposée à la concurrence internationale.

Enfin, comment comprendre qu'enfermé dans une idéologie partisane, vous souhaitiez augmenter le taux de TVA sur la restauration et le bâtiment, c'est-à-dire frapper durablement ceux qui génèrent les emplois de proximité ? L'addition pourra être lourde, 20 000 emplois pour le seul secteur du bâtiment.

Monsieur le Premier ministre, avez-vous mesuré que, depuis votre arrivée, notre pays compte près de mille nouveaux chômeurs chaque jour ? Combien vous en faudra-t-il encore pour réagir ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Le Gouvernement, madame la députée, est évidemment conscient de la gravité du chômage, qui a augmenté pour la dix-huitième fois consécutive, résultat malheureux de la dégradation de la compétitivité de notre pays, ce qui donne une croissance trop faible.

C'est la raison pour laquelle il est entièrement mobilisé, ce qui est fondamental, pour redresser la compétitivité de notre pays et son potentiel de croissance, pour nous permettre de créer à nouveau des emplois. L'année 2013 s'annonce difficile et c'est pendant tout le quinquennat que nous emprunterons le chemin du retour vers l'emploi.

Dans ce contexte, nous avons décidé d'instaurer un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, disposition que j'ai présentée ce matin en conseil des ministres et que nous présenterons tout à l'heure avec Michel Sapin à la commission des finances.

Nous voulons agir vite. C'est la raison pour laquelle nous demandons que le vote de l'Assemblée nationale intervienne maintenant, de façon que les entreprises puissent anticiper et investir, embaucher dès le début de

l'année 2013.

Nous voulons agir fort. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi ce mécanisme, plus efficace qu'une simple baisse des charges parce que, par définition, il ne génère pas d'impôts et qu'il permet de créer davantage d'emplois.

Nous voulons agir de manière efficace. C'est la raison pour laquelle les salaires concernés vont de 1 à 2,5 SMIC, ce qui permet à la fois de créer des emplois et de renforcer la compétitivité.

C'est, je crois, une mesure d'intérêt général. Nous voulons nous mobiliser pour l'emploi. J'appelle donc toute l'Assemblée nationale à soutenir la politique du Gouvernement, qui est une politique de redressement, redressement des finances publiques, redressement de notre appareil productif. C'est l'intérêt du pays et j'appelle chacun ici à partager cet objectif. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Catherine Vautrin](#)

**Circonscription :** Marne (2<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 340

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** Économie et finances

**Ministère attributaire :** Économie et finances

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [29 novembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 novembre 2012](#)